

# LA GREVE DE 60-61 PESE TOUJOURS

Faut-il préparer la grève générale pour stopper l'offensive de la bourgeoisie ?

On en discute. La situation du mouvement ouvrier nous inspire une tactique fort éloignée de ce radicalisme.

Depuis plusieurs années les échecs se succèdent: salaires, emplois, sécurité sociale.

Le découragement et la division règnent.

La dernière grève générale en 60-61 a elle-même été un échec. En réalité, ce n'était qu'une étape dans le recul qui s'est accéléré depuis.

Les problèmes abordés en 60-61 ne sont pas résolus et pèsent toujours sur la situation actuelle. Il est grand temps de faire le bilan et de changer son fusil d'épaule.

## LA GREVE DE 60-61

L'année 60 est une année charnière de l'histoire sociale. La classe ouvrière prit l'initiative de la grève générale la plus longue et la plus suivie, et la bourgeoisie prit l'initiative de "l'accord du 11 mai", instaurant la paix sociale en échange de la programmation sociale. Il s'agit de deux orientations diamétralement opposées.

A travers l'opposition à la loi unique, la masse des grévistes exigeaient en fait une part de la prospérité économique acquise sur leur dos, ils voulaient "vivre mieux" et non plus seulement "survivre". Une frange plus limitée de syndicalistes y ajoutaient leurs espoirs d'un changement de société, à travers les réformes de structures (nationalisations, contrôle ouvrier). Depuis 1945, le "contrôle ouvrier" s'était enlisé dans les organismes paritaires nouvellement créés; l'accord du 11 mai consacrait cette tendance à l'intégration. Les syndicalistes déçus espéraient que la grève générale sortirait le mouvement de l'ornière et imposerait des mesures de contrôle effectives sur l'économie.

La suite est connue: la loi unique fut votée, les réformes de structure restèrent sur papier.

## LA PROSPERITE

Pire: les vingt années suivantes se plièrent pour l'essentiel à la stratégie de la bourgeoisie, qui avait l'avantage de savoir où elle voulait en venir avec l'accord du 11 mai, tandis que la classe ouvrière s'était lancée dans la grève sans plan précis. Ses objectifs "Vivre mieux, empiéter sur le pouvoir capitaliste" étaient justes, mais n'avaient pas de contenu précis, n'étaient pas reliés entre eux dans un plan d'ensemble. Vivre mieux, oui: mais comment exactement ? Comme la petite bourgeoisie ? Contrôler, oui: mais comment exactement ? Pour mettre quoi à la place ? Le réformisme profita de ce flottement pour reprendre les objectifs à son compte et les vider de tout ce qui tenait à coeur aux ouvriers.

Le modèle de vie qui s'imposa fut les hausses de salaire donnant accès à un certain luxe et doublées d'un épuisement physique et nerveux accru à l'usine, où la vie devint de plus en plus repoussante. Au lieu du contrôle ouvrier, il y eut l'intégration dans les rouages du système: les représentants ouvriers programmaient et géraient en dehors de toute participation des masses.

Pendant plusieurs années, le mouvement revendicatif resta en veilleuse. A l'ombre de la paix sociale, le patronat construisit une ère d'expansion économique. Les militants se découragèrent et la démagogie sur "l'embourgeoisement" des ouvriers désorienta les esprits.

Sombre tableau de ce qu'on appelait les "années d'or".

10 ans plus tard, une première réaction éclata contre "l'esclavage doré" de la paix sociale: les grèves "sauvages" des mines du Limbourg, des ouvriers travaillant à la chaîne (Caterpillar, Michelin, Ford...), des dockers, des femmes de la FN. Ils dénonçaient leurs conditions de travail effroyables et réclamaient

en compensation des hausses de salaire; ils mettaient en cause la collaboration syndicale et créaient leurs comités de lutte. A la FN, à Cockerill, etc., on s'en prenait aussi à la paix sociale par des grèves qui n'attaquaient pas de front les accords (contre le trucage de l'index, pour des rattrapages salariaux, etc.). Aux Aciéries de Cockerill, les ouvriers mettaient des limites à l'intensification du travail. L'exclusion des 7 délégués en 1973 stoppa le mouvement et mit en question l'orientation du syndicalisme.

## **LA CRISE**

Les "années d'or" amenèrent les années de crise.

A partir de 1974, l'emploi s'écroule: verrerie, textile, sidérurgie.

Occupations d'usine, autoproduction, manifestations régionales et nationales monstres: rien n'y fait. Le blocage des salaires, les atteintes répétées aux acquis sociaux ne peuvent être enrayerés non plus. Aujourd'hui, une minorité mène des actions dans l'esprit du baroud d'honneur "plutôt mourir debout qu'à genoux", sur des mots d'ordre ambigus (de l'argent pour le patron !) ou peu efficaces (blocage des prix). La majorité se tient à l'écart, déçue de tout.

Les uns comme les autres sentent que la partie est mal engagée et qu'il faudrait changer d'aiguillage. Le débat "Faire ou ne pas faire une grève générale" passe à côté des vrais problèmes actuels: d'où vient le recul ? Qu'est-ce que vivre mieux ? Les capitalistes sont-ils capables de diriger le progrès ou de redresser la crise ? Les ouvriers en sont-ils eux-mêmes capables ?

La lutte actuelle contre les mesures gouvernementales a le mérite de mettre ces problèmes sur le tapis, de faire ressortir l'échec du syndicalisme traditionnel. C'est peut-être le début d'une réflexion utile.

L.M.  
(La Vérité, mars 1981)